

Conseil Communautaire du	28 juin 2019
--------------------------	--------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	89
N° identifiant	2019-0391

Titre	Convention d'épandage des boues des stations d'épuration de Ligugé et de la Folie
-------	---

Rapporteur(s)	M. Gérard SOL
Date de la convocation	24/05/2019

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	Messieurs François BLANCHARD et Édouard ROBLOT.

PJ.	Convention
-----	------------

Membres en exercice	91	
Quorum		

Présents	58	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - M. Philippe BROTTIER - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - Mme Coralie BREUILLÉ - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - M. Yves JEAN - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Marie-Dolorès PROST - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAUT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET - M. Alain VERDIN les conseillers communautaires</p> <p>M. Vincent THOMASSIN - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	---

Absents	18	<p>M. Alain TANGUY Membre du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Patrick BOUFFARD - Mme Ghislaine BRINGER - M. Olivier BROSSARD - M. Jean-Michel CHOISY - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Jean-François JOLIVET - M. Maguy LUMINEAU - M. Philippe PALISSE - M. Nicolas REVEILLAUT - M. Christian RICHARD - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Daniel SIRAUT - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	15	Mandants	Mandataires
		M. Gérald BLANCHARD M. Jean-Daniel BLUSSEAU Mme Nicole BORDES M. Jacky CHAUVIN Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT Mme Michèle FAURY-CHARTIER M. Claude FOUCHER Mme Jacqueline GAUBERT M. René GIBAUT Mme Diane GUÉRINEAU M. Abderrazak HALLOUMI M. Jean-Luc MAERTEN Mme Marie-Christine MARCINIAK M. Gilles MORISSEAU M. Christian PETIT	M. Édouard ROBLOT M. El Mustapha BELGSIR Mme Coralie BREUILLÉ Mme Florence JARDIN M. Sylvain POTHIER-LEROUX Mme Eliane ROUSSEAU M. Gérard DELIS M. Alain CLAEYS M. Gérard HERBERT Mme Francette MORCEAU M. Michel BERTHIER M. Dominique BROCAS M. Jean-Louis CHARDONNEAU M. Olivier KIRCH M. Francis CHALARD
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 33, 131, 135 à 136, 110 à 117, 119, 120, 123 à 130, 102 à 109, 92 à 94, 133, 95 à 101, 67 à 91, 54 à 66, 132, 46 à 53, 34 à 45 et 122. Les 118, 121 et 134 sont retirées. Sont sorties Mmes Coralie BREUILLÉ et Christine BURGÈRES.		

Projet de délibération étudié par:	07-Commission eau et assainissement
------------------------------------	-------------------------------------

Service référent	Direction Générale Transition énergétique Direction Eau - Assainissement
------------------	---

Dans le cadre de la valorisation des boues d'épuration de ses stations de traitement des eaux usées, Grand Poitiers Communauté urbaine possède un plan d'épandage des boues granulées de la station d'épuration de La Folie et a récupéré le plan d'épandage, géré jusque-là par Eaux de Vienne - Siveer, des boues de la station d'épuration de Ligugé.

L'épandage des boues dans le cadre d'un plan d'épandage est régi par des conventions d'épandage avec les agriculteurs référencés dans le plan.

Cette convention règle tous les éléments réglementaires et les responsabilités diverses entre la collectivité et l'agriculteur.

Il n'existe pas de convention type au nom de Grand Poitiers Communauté urbaine pour l'épandage des boues de la station d'épuration de Ligugé et la rédaction de la convention type pour l'épandage des boues granulées de la station d'épuration de la Folie est à actualiser.

Un projet de convention est proposé en annexe.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **de valider le projet de convention joint en annexe**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer les conventions d'épandage à venir avec les agriculteurs.**

POUR	71	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	2	Mme Coralie BREUILLÉ, Mme Christine BURGÈRES

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE	Adopté
------------------	--------

Affichée le	5 juillet 2019
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	
Identifiant de télétransmission	

Nomenclature Préfecture	8.8
Nomenclature Préfecture	Impossible de récupérer le libellé

CONVENTION D'ÉPANDAGE DE BOUES D'EPURATION

ENTRE :

GRAND POITIERS Communauté urbaine

représentée par son Président

désigné ci-après le “ **producteur** ”

d'une part,

ET

Monsieur.....exploitant agricole,

Société, coopérative

Adresse

représentée par

en qualité de

désigné ci-après l’“ **utilisateur** ”

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet

La présente convention autorise le **producteur** à épandre des boues d'épuration sur des terres agricoles que l'**utilisateur** exploite. A cet effet, l'**utilisateur** s'engage à mettre à disposition ... ha par an, la liste des parcelles concernées chaque année étant définie par le programme prévisionnel d'épandage (article 3).

Le cadre général et réglementaire des opérations d'épandage est indiqué en annexe 1. L'origine des boues est indiquée en annexe 2.

Article 2 - Etude préalable d'épandage

Tous les épandages seront réalisés dans les conditions définies par l'étude préalable d'épandage dont le **producteur** a exposé les résultats à l'**utilisateur**.

Article 3 - Programme prévisionnel d'épandage

Avant le début de chaque campagne annuelle d'épandage, le **producteur** élabore un programme prévisionnel d'épandage qui comporte la liste des parcelles concernées ainsi que toutes les autres informations prescrites par la réglementation et rappelées en annexe 3.

L'**utilisateur** apportera son concours au producteur, chaque année, pour l'élaboration du programme prévisionnel d'épandage. A cet effet, l'utilisateur fournit notamment :

- la liste des parcelles avec références cadastrales ;
- les informations relatives à la disponibilité des sols en fonction des cultures prévues et du calendrier des travaux agricoles ;
- les prévisions d'apports de matières fertilisantes autres que les boues.

Le programme prévisionnel d'épandage est communiqué à l'**utilisateur** en temps utile pour lui permettre d'examiner le document et de formuler d'éventuelles observations avant le début des épandages.

Article 4 - Préparation des épandages

L'**utilisateur** est prévenu à l'avance de la date de chaque épandage. Si le **producteur** est obligé de faire intervenir un sous-traitant différent des personnes morales ou physiques indiquées dans le programme prévisionnel d'épandage, l'accord préalable de l'**utilisateur** est nécessaire.

L'**utilisateur** s'engage à mettre à disposition une zone accessible pour la livraison des dépôts temporaires de boues sur le parcellaire, avant épandage. La localisation de cette zone prendra en compte les conditions fixées par l'article 5 de l'arrêté du 8 janvier 1998 (registre décrit en annexe 6)

Article 5 - Exécution des épandages

Les opérations d'épandage sont organisées par le **producteur**, à ses frais et sous sa responsabilité. L'**utilisateur** s'engage à faciliter l'accès aux parcelles concernées par les épandages.

Les modalités techniques de l'épandage (matériels utilisés, localisation et volume des dépôts temporaires et ouvrages d'entreposage, périodes d'épandage, ...) seront celles qui sont indiquées par l'étude préalable d'épandage.

Le **producteur** s'engage à répondre à tout moment aux questions posées par l'**utilisateur** à propos des boues d'épuration.

Il cesse immédiatement l'épandage dès que les valeurs fixées pour les boues ou pour les sols sont dépassées. Si nécessaire, il reprend les boues impropres à l'épandage. Il donne connaissance à l'**utilisateur** des causes à l'origine du dépassement ainsi que des mesures prises pour y remédier. La reprise des opérations d'épandage ne peut avoir lieu qu'après le retour à une situation normale dûment constatée par le service chargé de la police de l'Eau.

L'enfouissement des boues est réalisé par l'**utilisateur** dans un délai de 48 heures après l'épandage, sauf en cas d'impossibilité résultant d'une cause extérieure (conditions climatiques défavorables en particulier). Dans ce dernier cas, les boues sont enfouies dès que des conditions favorables sont rétablies.

Article 6 - Surveillance des épandages

Au cours de chaque campagne annuelle d'épandage, le **producteur** prend toutes les dispositions nécessaires pour la réalisation des analyses de sols et de boues prescrites par la réglementation, selon les modalités définies par le programme prévisionnel d'épandage.

Ces analyses sont confiées à un laboratoire indépendant du producteur possédant les agréments requis et reconnu compétent par le service chargé de la police de l'Eau.

Dès l'achèvement de chaque épandage sur une parcelle exploitée par l'**utilisateur**, celui-ci reçoit un extrait du registre mentionné en annexe 2, indiquant la quantité épandue, la surface, la date d'épandage, les cultures pratiquées.

Article 7 - Modification du programme prévisionnel d'épandage au cours d'une campagne

Le **producteur** et l'**utilisateur** auront la possibilité de modifier le déroulement d'une campagne d'épandage lorsque les circonstances l'exigent.

Le **producteur** prévient sans délai l'**utilisateur** s'il se rend compte que des conditions exceptionnelles de fonctionnement des installations d'épuration l'empêchent d'apporter les quantités de boues prévues par le programme prévisionnel d'épandage.

L'**utilisateur** indique aussi tôt que possible au **producteur** les changements de cultures par rapport aux prévisions initiales, ainsi que les conséquences de ces changements sur la disponibilité des sols pour l'épandage.

Article 8 - Bilan de chaque campagne d'épandage

Après la fin de chaque campagne annuelle d'épandage, le **producteur** fournit à l'**utilisateur** :

- a) le bilan agronomique de la campagne, comportant tous les résultats quantitatifs et qualitatifs (notamment les résultats d'analyses) ainsi que les informations et conseils supplémentaires pouvant être apportés à l'**utilisateur** (le contenu du bilan agronomique est rappelé en annexe 4) ;
- b) la synthèse annuelle du registre tenu par le **producteur** (registre décrit en annexe 2) (le contenu de la synthèse annuelle est rappelé en annexe 5).

Pour permettre au **producteur** d'établir le bilan de fumure inclus dans le bilan agronomique, l'**utilisateur** tient un cahier de fertilisation où il enregistre pour chaque parcelle concernée les apports d'amendements ou de fertilisants de toutes natures (dates, quantités, ...). Il communique au **producteur** ces informations.

Article 9 - Suivi agronomique des épandages

Le **producteur** et l'**utilisateur** s'engagent à faciliter le fonctionnement du dispositif de suivi agronomique des épandages mis en œuvre par le **producteur**. Le coût des interventions de cet organisme n'est pas à la charge de l'**utilisateur**.

Le suivi agronomique consiste principalement :

- a) à vérifier les conditions d'exécution et de surveillance des épandages (articles 5 et 6) ;
- b) à donner des conseils appropriés à l'utilisateur.

Article 10 - Responsabilité en cas d'incidents culturels ou de dommages

a) Responsabilité de l'utilisateur

L'**utilisateur** doit réaliser une fertilisation raisonnée des parcelles, en fonction des éléments fertilisants apportés par les boues. L'**utilisateur** assume donc la responsabilité des conséquences d'une fertilisation inadéquate, sauf en cas d'erreur commise par le **producteur** en ce qui concerne la quantité de boues épandues ou leur valeur agronomique.

b) Responsabilité du producteur

Le **producteur** est responsable des dommages corporels, matériels et immatériels causés :

- soit par le transport ou le stockage des boues (notamment en cas de détérioration des voies d'accès aux parcelles, de plaintes à la suite de nuisances olfactives, etc...)
- soit par des erreurs commises en ce qui concerne la quantité de boues épandues ou la détermination de leur valeur agronomique.

Le cas échéant, le **producteur** prend en charge tous les frais de remise en état et d'indemnisation. Il lui appartient, s'il y a lieu, d'engager la responsabilité de ses sous-traitants.

Le **producteur** peut confier la prestation à un sous traitant :

Lors d'erreurs commises dans la réalisation des épandages, le producteur se réserve le droit de mettre en cause la responsabilité de ses prestataires.

Article 11 - Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par le **producteur** et l'**utilisateur**. A compter de cette date, sa durée est de 5 ans et renouvelable par tacite reconduction.

Le **producteur** et l'**utilisateur** ont la possibilité de mettre fin à la présente convention au 30 septembre de chaque année, en informant l'autre partie 3 mois avant la date de souhaitée pour la résiliation, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la convention avant l'achèvement d'une campagne d'épandage ayant déjà fait l'objet d'un accord n'est en principe pas permise, sauf en cas de circonstance exceptionnelle imprévisible (telle qu'une cessation d'activité inopinée de l'**utilisateur** par exemple), d'une modification de la réglementation rendant l'épandage impossible ou d'une décision d'une autorité compétente. Dans des circonstances de cette nature, la résiliation a lieu de plein droit sans indemnité.

Article 12 - Modification de la convention

La convention peut être modifiée à tout moment par accord entre le **producteur** et l'**utilisateur**, sur demande écrite adressée par l'un d'eux à l'autre.

La convention est mise à jour en cas de nouvelle disposition réglementaire ayant une incidence sur l'épandage des boues. En particulier, les annexes 1 à 5 sont dans ce cas modifiées en y intégrant le nouveau dispositif réglementaire.

Article 13 - Litiges

Lorsqu'un litige relatif aux opérations d'épandage n'a pas pu être réglé par une intervention de l'organisme chargé du suivi agronomique comme il est indiqué à l'article 9, ce litige est porté à l'initiative de la partie la plus diligente devant le tribunal administrative de Poitiers.

Article 14 - Remise de la convention -

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux. Un de ces exemplaires est remis au **producteur**, le second à l'**utilisateur**, et le troisième est transmis par le **producteur** à l'organisme chargé du suivi agronomique.

Fait à le

Le producteur

Fait à le

L'utilisateur

ANNEXE 1 : INFORMATION SUR LES CONDITIONS GÉNÉRALES ET RÉGLEMENTAIRES DE L'ÉPANDAGE DES BOUES

Les épandages seront réalisés conformément aux dispositions:

- du décret n° 97.1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées (J.O. du 10 décembre 1997);
- de l'arrêté du 8 janvier 1998 concernant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles J.O. du 31 janvier 1998);

Ces dispositions permettent de garantir que les épandages présentent un intérêt agronomique, et sont compatibles avec la protection de l'environnement ainsi que la qualité des produits agricoles.

Les épandages font l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date dusous la référence

L'étude préalable d'épandage a été réalisée par le bureau d'études EURL Rémy VEILLAX Elle comporte tous les éléments prévus par l'article 8 du décret du 8 décembre 1997 et par l'article 2 de l'arrêté du 8 janvier 1998.

Art. 8. du décret (extrait) - Tout épandage est subordonné à une étude préalable réalisée à ses frais par le producteur de boues et définissant l'aptitude du sol à le recevoir, son périmètre, les modalités de sa réalisation, y compris les matériels et dispositifs d'entreposage nécessaires.

Art. 2. de l'arrêté - I - L'étude préalable d'épandage visée à l'article 8 du décret du 8 décembre 1997 susvisé comprend:

a) La présentation de l'origine, des quantités (produites et utilisées) et des caractéristiques des boues (type de traitement des boues prévu) :

b) L'identification des contraintes liées au milieu naturel ou aux activités humaines sur le périmètre d'étude, y compris la présence d'usages sensibles (habitations, captages, productions spéciales ...) et les contraintes d'accessibilité des parcelles ;

c) Les caractéristiques des sols, les systèmes de culture et la description des cultures envisagées sur le périmètre d'étude ;

d) Une analyse des sols portant sur l'ensemble des paramètres mentionnés au tableau 2 de l'annexe 1 réalisée en un point de référence, repéré par ses coordonnées Lambert, représentatif de chaque zone homogène.

Par " zone homogène " on entend une partie d'unité culturale homogène d'un point de vue pédologique n'excédant pas 20 hectares.

Par " unité culturale " on entend une parcelle ou un groupe de parcelles exploitées selon un système unique de rotations de cultures par un seul exploitant ;

e) La description des modalités techniques de réalisation de l'épandage (matériels, localisation et volume des dépôts temporaires et ouvrages d'entreposage, périodes d'épandage...) ;

f) Les préconisations générales d'utilisation des boues (intégration des boues dans les pratiques agronomiques, adéquation entre les surfaces d'épandage prévues et les quantités de boues à épandre en fonction de ces préconisations générales);

g) La représentation cartographique au 1/25 000 du périmètre d'étude et des zones aptes à l'épandage ;

h) La représentation cartographique à une échelle appropriée des parcelles exclues de l'épandage sur le périmètre d'étude et les motifs d'exclusion (points d'eaux, pentes, voisinage...);

i) Une justification de l'accord des utilisateurs de boues pour la mise à disposition de leurs parcelles et une liste de celles-ci selon leurs références cadastrales ;

j) Tous les éléments complémentaires permettant de justifier le respect de l'article 8 du décret du 8 décembre 1997 susvisé.

II - L'étude préalable d'épandage est remise à jour en fonction des modifications dans la liste des parcelles mises à disposition ou des modifications des contraintes recensées initialement. Pour les opérations soumises à autorisation ou déclaration au titre de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, toute modification des surfaces d'épandage prévues fait l'objet d'une déclaration au préfet selon les modalités des articles 15 et 33 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

ANNEXE 2 : INFORMATION SUR L'ORIGINE DES BOUES

Les boues destinées à l'épandage proviennent de la station d'épuration de Grand Poitiers communauté urbaine

L'exploitant de la station d'épuration, producteur de boues, est Grand Poitiers Communauté urbaine

Principales caractéristiques de la station d'épuration

Origine des eaux usées :	Domestiques
Capacité nominale :	9 000 E.H
Filière de traitement des eaux :	Boues activée
Filière de traitement des boues :	Table d'égouttage
Installations de stockage :	Sur site, silo de stockage de boues liquides

Le registre prévu par l'article 9 du décret du 8 décembre 1997, contenant les informations relatives aux boues, est tenu par le **producteur**. Ce registre est constamment mis à jour de façon à fournir les informations définies par l'article 17 de l'arrêté du 8 janvier 1998.

Art. 17. - Le registre visé à l'article 9 du décret du 8 décembre 1997 susvisé comporte :

a) Les quantités de boues produites dans l'année (volumes bruts, quantités de matière sèche hors et avec ajout de réactif) ; en cas de mélange de boues, la provenance et l'origine de chaque boue et leurs caractéristiques (teneurs en éléments fertilisants et en éléments et composés-traces) ;

b) Les méthodes de traitement des boues ;

c) Les quantités épandues par unité culturale avec les références parcellaires, les surfaces, les dates d'épandage, les cultures pratiquées ;

d) L'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les boues avec les dates de prélèvements et de mesures et leurs localisation ;

e) L'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

L'utilisateur peut consulter à tout moment le registre, sur rendez-vous, en s'adressant préalablement au service eau et assainissement de la Communauté d'Agglomération de Poitiers.

ANNEXE 3 : CONTENU DU PROGRAMME PRÉVISIONNEL D'ÉPANDAGE

Ce contenu est défini par l'article 3-1 et l'annexe III de l'arrêté du 8 janvier 1998, complété par les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Art 3-1. Le programme prévisionnel d'épandage mentionné à l'article 14 du décret du 8 décembre 1997 susvisé comprend:

- a) La liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne d'épandage ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après apport de boues ...) sur ces parcelles;*
- b) Des analyses des sols portant sur l'ensemble des paramètres mentionnés en annexe III (Caractérisation de la valeur agronomique) réalisées sur des points représentatifs des parcelles concernées par l'épandage, incluant les points de référence définis à l'article 2 concernés par la campagne d'épandage;*
- c) Une caractérisation des boues à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique);*
- d) Les préconisations spécifiques d'utilisation des boues (calendrier prévisionnel d'épandage et doses d'épandage par unité culturale ...) en fonction de la caractérisation des boues, du sol et des systèmes et types de cultures et des autres apports de matières fertilisantes;*
- e) L'identification des personnes physiques ou morales intervenant dans la réalisation de l'épandage.*

ANNEXE III

ELEMENT DE CARACTERISTIQUE DE LA VALEUR AGRONOMIQUE DES BOUES ET DES SOLS

Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique . que des boues:

*matière sèche (en matière organique (en %)
pH;
azote total; azote ammoniacal;
rapport C/N ;
phosphore totale (en PO) : potassium total (en KO); calcium total (en Ca O) ; magnésium total (en MgO) ;
oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn). Cu, Zn et B seront mesurés à la fréquence prévue pour les éléments-traces à l'annexe IV. Les autres oligo-éléments seront analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des boues.*

Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des sols :

granulométrie, même paramètres que précédemment en remplaçant les éléments concernés par P_2O_4 échangeable, K_2O échangeable, MgO échangeable et CaO échangeable.

ANNEXE 4: CONTENU DU BILAN AGRONOMIQUE

Ce contenu est défini par l'article 4-1 de l'arrêté du 8 janvier 1998, complété par les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Art. 4-1. Le bilan mentionné à l'article 14 du décret du 8 décembre susvisé comprend :

- a) Un bilan qualitatif et quantitatif des boues épandues ;*
- b) L'exploitation du registre d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants apportées par les boues sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols ;*
- c) Les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;*
- d) La remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.*

ANNEXE 5 : CONTENU DE LA SYNTHÈSE ANNUELLE DU REGISTRE TENU PAR LE PRODUCTEUR DE BOUES

Ce contenu est défini par l'annexe VI de l'arrêté du 8 janvier 1998.

ANNEXE VI FORMAT DE LA SYNTHÈSE ANNUELLE DES REGISTRES

Nom de la ou des stations de traitement et no de département:
(pour les matières de vidange: communes concernées par la collecte)

Quantités de boues produites dans l'année :
(pour les matières de vidange: quantité collectée par année, par commune)

quantités brutes en tonnes :
quantité de matière sèche en tonnes :
Méthodes de traitement des boues avant épandage
Surface d'épandage en hectares : ..

Nombre d'agriculteurs concernés:

Quantités épandues :
en tonnes de matière sèche
en tonnes de matière sèche par hectare

Périodes d'épandage :

Identité des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage :

Identité des personnes physiques ou morales chargées des analyses:

Analyses réalisées sur les sols (un tableau par zone homogène) :

RÉFÉRENCES DE L'UNITÉ CULTURALES		RÉFÉRENCES PARCELLAIRES	
Eléments-traces dans les sols	Unité	Nombre d'analyses réalisées dans l'année	Valeur moyenne
Cadmium	mg/Kg MS		
Cuivre	mg/kg MS		
Nickel	Mg/kg M S		
Plomb	mg/kg MS		
Zinc	mg/kg MS		
Mercurure	mg/kg MS		
Chrome	mg/kg MS		

Dérogations éventuelles données aux seuils en éléments-traces métalliques dans les sols ou au pH :

• paramètres concernés

. valeurs :

-surface couverte et type de sols :

Analyses réalisées sur les boues :

ELEMENTS ET SUBSTANCES	UNITÉ	NOMBRE d'analyses réalisées dans l'année	VALEUR minimale	VALEUR maximale	VALEUR moyenne
Cadmium	mg/kg MS				
Chrome	mg/kg MS				
Cuivre	mg/kg MS				
Mercure .	mg/kg MS				
Nickel ____	mg/kg MS				
Plomb	mg/kg MS				
Zinc	mg/kg MS				
Chrome + cuivre + nickel + zinc.	mg/kg MS				
Total des 7 principaux PCB					
(*)	mg/kg MS				
Fluoranthène	mg/kg MS				
Benzo(b)fluoranthène	mg/kg MS				
Benzo(a)pyrène	mg/kg MS				
Autres éléments-traces	mg/kg MS				
Matière sèche	%				
Matière organique ..	% MS				
PH _					
C. _	% (brut)				
N	% (brut)				
NK . .	% (brut)				
N-NH4	% (brut)				
P2 05 . “	% (brut)				
Ca 0	% (brut)				
MgO	% (brut)				
K-2 0	% (brut)				
SO3.....	% (b r u t)				
PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180.					

ANNEXE 6 : OUVRAGES D'ENTREPOSAGES DE BOUES

Art. 5. - Les ouvrages d'entreposage de boues sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible. Ils sont conçus pour retenir les lixiviats générés au cours de la période d'entreposage. L'implantation des ouvrages d'entreposage, dépôts temporaires et dépôts de transit, leur conception et leur exploitation minimisent les émissions d'odeur perceptibles pour le voisinage, notamment lors des phases d'apport et de reprise des boues. Le dépôt temporaire de boues, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, n'est autorisé que lorsque les quatre conditions suivantes sont simultanément remplies :

- a) Les boues sont solides et stabilisées ; à défaut, la durée maximale du dépôt est inférieure à quarante-huit heures ;
- b) Toutes les précautions ont été prises pour éviter une percolation rapide vers les eaux superficielles ou souterraines ou tout ruissellement ;
- c) Le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage par l'article 13 ainsi qu'une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés ;
- d) Seules sont entreposées les quantités de boues nécessaires à la période d'épandage considérée. Cette quatrième condition n'est pas applicable aux boues hygiénisées